

1-15 juin  
1997

N° 73

quatrième  
année

# CAMBODGE NOUVEAU

Politique Economie Finances

**DANZAS**  
The worldwide Transportation Network

4 ans  
sur le terrain...

tel/fax + 855/23 723464  
Cte: Christophe LEFEBVRE

si tu t'imagines ...

**I**l y a la politique, et le reste. Pour le reste, toutes les nouvelles ne sont pas mauvaises : le Cambodge va finalement intégrer l'ASEAN en juillet, comme prévu. Même si les bénéfices qu'il peut en attendre sont encore assez lointains, c'est encourageant.

Même chose pour les avantages du GSP bientôt accordés par les Etats-Unis. Ils devraient attirer les investissements de ceux qui visent le marché américain.

En même temps, voici sur le point de se diluer le dernier bastion khmer rouge. Trois chefs irrécupérables seraient en fuite, Khieu Samphan prêt à entrer dans l'ordre démocratique, les derniers combattants prêts à se rendre.

On peut ajouter que la Banque Asiatique de Développement, imperturbable, vient d'accorder ses prêts comme prévu.

Tout irait donc pour le mieux. Reste la politique, et là les progrès ne sont pas apparents. L'affaire des dissidents du Funcinpec pourrait une fois encore l'ambiance.

On avait pu croire les tensions apaisées par la création et les réunions du Comité Mixte. On pouvait penser que les effectifs armés dont dispose chacun des deux Premiers ministres, et les armements, allaient être diminués.

Et l'on avait pu espérer qu'après le Congrès des dissidents du Funcinpec, le 1er juin, il y aurait une réconciliation qui débloquerait la situation, permettrait à l'Assemblée de reprendre ses travaux, d'examiner les lois les plus urgentes, sur les partis, sur les élections.

Mais non. Au contraire, le blocage perdure, la tension remonte. Faut-il attendre patiemment d'on ne sait où on ne sait quel éclaircie, en pratiquant la sérénité ?

Il ne faut pas. Les pays donateurs pourraient se lasser les premiers. Et le Cambodge a plus besoin d'eux qu'ils n'ont besoin du Cambodge.

entretien

## OK SEREI SOPHEAK

Conseiller du Ministre de l'Intérieur Sar Kheng

**T**ous les pays de la région, la Thaïlande, la Malaisie, le Laos -plus modeste mais calme-, la Birmanie aussi, l'Indonésie, Singapour, Hong Kong, Taïwan, la Chine qui est en train de se transformer de puissance militaire en puissance économique et sociale, avec beaucoup de problèmes devant elle, le Vietnam, ... tous ont une perspective.

### Le Cambodge est figé

Mais on a l'impression que le Cambodge s'est figé quelque part dans l'Histoire. Il y a toujours le problème dans la famille royale. Ou bien il faut jouer toute la politique en se basant sur la crédibilité, la légitimité monarchiques en tenant compte du niveau de notre population; ou bien il faut saisir l'occasion et sauver la famille royale et la monarchie comme en Thaïlande; ou encore une formule mixte comme celle du Sangkum Reastr Niyum ... On ne sait pas, et voilà trente ans que la question se pose.

Il y a une dynamique énorme dans la région, aucune région du monde ne s'est donné le luxe d'expérimenter autant de systèmes économiques que l'Asie et surtout l'Asie du Sud-est. Mais le Cambodge, pourquoi est-il toujours orienté vers le passé, figé dans un passé certes glorieux, mais qui ne donne aucune garantie de survie pour l'avenir ?

Les classes dirigeantes n'ont pas changé, mis à part le fait que l'on voit la revanche de ceux qui n'avaient rien, de ceux qui ne savaient rien mais qui ont appris vite. Pourquoi les dirigeants cambodgiens, vis à vis de l'intérêt de la nation, de son rôle dans la région et dans le monde, vis à vis de sa culture dont Angkor témoigne, et que l'on n'arrive pas à remplacer -comme si l'on était

incapable de vivre avec ce poids glorieux- pourquoi nos dirigeants en sont-ils à ce niveau-là ?

Dans le monde entier les choses bougent, on construit en tirant des leçons du passé, mais le Cambodge est comme un avion qui roule, qui roule, mais qui n'arrive pas à décoller. Voilà trente ans qu'on roule sans décoller, et la piste n'est pas indéfinie ...

Sans une réflexion de fond sur cette situation on ne s'en sortira pas. L'évolution politique actuelle va aboutir à une fausse situation de vainqueur et de vaincu. Fausse parce que les vainqueurs pourraient bien être les vrais vaincus comme on l'a dit (*cf entretien, n° 66*). Une seule chose est sûre, le vrai vaincu sera le Cambodge.

Les Cambodgiens se sont toujours appuyés sur l'extérieur pour résoudre leurs problèmes intérieurs, parfois pour leur bien mais le plus souvent pour leur mal. Mais les temps ont complètement changé. Il n'y a plus de guerre froide, le monde est en train de s'harmoniser et tout s'oriente vers le social et l'économie.

### l'inquiétude de donateurs

Cela signifie en termes de politiques d'assistance qu'il va y avoir recentrage et réajustement des budgets nationaux, chez les donateurs du nord, en faveur du social. Ce qui se passe en Grande Bretagne et en France doit nous faire réfléchir. En France on vient de voir un brutal rejet de la droite. C'est que les gens estiment que leur vie de tous les jours n'a pas été satisfaite, que les deux ans de mandat passés ne les ont pas rendus heureux ...

Les gouvernements occidentaux risquent donc de recentrer leur politique d'assistance sur les pays qui méritent vraiment de recevoir l'argent, qui est de plus

en plus cher, de leurs contribuables, pour des causes vraiment justes. Il faudra que les contribuables puissent approuver ces assistances, parce qu'ils sont en train de souffrir chez eux.

Or le Cambodge se comporte comme si le monde devait toujours l'aider, toujours résoudre ses problèmes, donner du riz quand il y a inondations ou sécheresse, convoquer des Conférences de Paris quand quelque chose ne va pas entre les deux Premiers ministres ... Pourquoi les dirigeants cambodgiens ne voient-ils pas que les problèmes augmentent, à Washington, à Londres, à Paris ... que l'argent devient si rare qu'il va être réorienté...

### si l'aide s'arrêtait ...

Les dirigeants refusent systématiquement d'entendre les messages répétés, insistants, traduisant une inquiétude croissante des pays donateurs. Ils se conduisent comme des enfants : "ce sont mes intérêts qui comptent". Mais ils ne voient pas que les opinions nationales risquent de dire : "si les Cambodgiens se comportent comme cela, laissez-les dans leur coin".

Et si cela arrivait, le Cambodge ne mourrait pas. Mais avec l'argent sale, on va brader le pays. Il y aura de plus en plus de prostitution, de plus en plus de gamins qui se vendent, de problèmes de drogue, ... toutes les maladies d'un pays qui s'engage avec l'argent sale. Et de plus en plus, la classe dirigeante doit tant à ceux qui possèdent cet argent sale que le pays plonge dans un état de révolution permanente.

Ce spectre-là, c'est maintenant et dans les prochaines années que les dirigeants cambodgiens doivent s'en écarter, qu'ils doivent se corriger, sinon il sera trop tard. Il faut tirer sans arrêt

(suite page 2)

A l'intérieur

entretien Ok Serei Sopheak  
forêts, Tonle Sap  
livres

pp. 1 - 2 - 3 - 8

pp. 4 - 5 - 6 - 7 - 8

p. 8

(suite de la page 1)

cette sonnette d'alarme parce que l'évolution n'est pas acceptable. Ce que je vois depuis quatre semaines : on ne peut pas s'en sortir comme cela.

### "c' est leur guerre"

La bêtise monstre du CMAC (une vingtaine de grosses explosions dans le lointain, entendues partout à Phnom Penh le 30 mai, a déclenché la panique dans une bonne partie de la population; il ne s'agissait que d'exercices ndr) a eu au moins un avantage : elle a permis de doser l'état psychologique de la population. Tout le monde a pensé aussitôt : "ça y est, c' est l' affrontement entre les deux, c' est la guerre civile. J' enmène mes enfants à la maison, je quitte mon bureau, j' achète ce qu' il faut pour survivre en fonction de mes moyens". Résultat : il n' y a plus de service public. Et aussi : "C' est leur guerre, qu' ils la fassent entre eux. Moi en tant que peuple, je me terre chez moi."

Quelle leçon de plus faut-il aux dirigeants pour comprendre qu' ils sont rejetés par les gens de la rue ? Ils sont complètement coupés de la population, ils ont perdu cette légitimité. Et sans cette légitimité, aucun gouvernement au monde ne veut donner d' argent à des dirigeants, à un gouvernement artificiel, qui n' agit pas en fonction de son peuple.

### aucune leçon du passé

J' ai lu la presse, à la suite de cela. On ne tire aucune conclusion ! On condamne le CMAC, et on a raison de le faire. Mais on continue la petite gué-guerre comme avant.

Le clan de Toen Chhay accuse le Funcinpec officiel, les autres accusent de ceci et cela, mais encore une fois le Cambodge ne tire aucune leçon de son passé, qu' il soit très ancien ou récent.

Je n' ai en fait jamais été aussi inquiet que maintenant parce que

## OK SEREI SOPHEAK

toute la conjoncture, nationale et internationale, se conjugue pour infliger au Cambodge une vraie leçon.

### le Comité mixte : mérites et limites

Le Comité Mixte des Forces de Sécurité du gouvernement se réunit régulièrement. Il a un agenda précis. Les réunions, une par semaine ces derniers temps, sont de plus en plus structurées, avec un ordre du jour précis, des actions prioritaires bien ciblées : c' est bien. Je participe d' ailleurs à la formulation.

Mais c' est un Comité technique, bi-partite, qui est fait pour résoudre les questions ponctuelles. Il faut le dire, ce ne sera jamais un remplacement du gouvernement. Ce ne sera jamais l' autorité déterminante, seule à pouvoir résoudre les vrais problèmes.

Le Cambodge fonctionne encore de façon très centralisée, très individualisée. Le phénomène de déconcentration, de décentralisation que la Thaïlande par exemple a déjà appliqué partout, le Cambodge en est à mille lieues ! Le grand mérite du Comité Mixte est de faire en sorte que les conflits armés soient évités. C' est d' assurer, de ramener une stabilité de plus en plus secouée. Pour la quatrième semaine, cette stabilité retrouvée est en effet très rassurante.

Cependant cette stabilité devrait être la base sur laquelle se construirait un avenir. Il faut que les activités de ce Comité soient génératrices d' autres plans à venir, et à terme que soient créées les conditions des élections de 1998, pour que le gouvernement reste représentatif de son peuple, et non une dictature. Sans cela, il n' y aura ni assistance, ni développement.

C' est là que les activités de ce

Comité deviennent problématiques. Il s' est donné comme tâche prioritaire le contrôle des armes, le contrôle du régime des gardes du corps, diminuer le malaise, la psychose de peur que les uns et les autres s' amusent à se créer pour eux-mêmes, et faire rentrer dans l' ordre les unités qui sont déplacées de façon illégale.

Chacun des deux Premiers ministres a, d' après ce qu' on sait, 1500 gardes approchés. Et pour l' armement, ce n' est pas la réduction, mais l' augmentation ! Le Comité lui-même donne l' exemple. M. Sar Kheng n' a plus de motards, ni M. Tea Banh, le général Hok Lundy n' en n' a plus que quelques-uns au lieu d' une escorte comme pour aller à la guerre, le général Nhiek Bun Chhay a diminué le nombre aussi, S.E. You Hockry a fait de même. C' est déjà un signe de sagesse.

### que les deux Premiers donnent l' exemple !

Si les actions du Comité se poursuivent avec beaucoup de soutien national et international, la logique voudra que les deux Premiers Ministres réduisent de part et d' autre le nombre de leurs gardes du corps et leurs armements. L' action du Comité va faire apparaître de façon de plus en plus évidente que si les deux Premiers ministres ne donnent pas l' exemple, le reste ne suivra pas.

On peut être optimiste et dire qu'après tout, s' ils n' avaient pas de sagesse, on serait en train de se tirer dessus à l'heure actuelle. Mais on peut citer à l' inverse des exemples de non-sagesse ... En tous cas ils sont conscients que les activités du Comité ont reçu une légitimité énorme de la part de la population. J' ai personnellement été dans les grands marchés populaires parler avec

les gens : tous sans exception approuvent, applaudissent ce Comité -beaucoup plus encore que ce que Sam Rainsy a fait en deux temps plus favorables.

Les deux Premiers ministres ne peuvent pas ignorer cela, c' est à eux de tirer des conclusions et de réduire unilatéralement leurs forces, sans demande de la part du peuple ou de la communauté internationale.

Je pense qu' ils vont le faire. Le second Premier ministre depuis quelques semaines a tenu sa promesse de ne plus faire la guerre des mots sur les ondes. Pour quelqu' un qui a l' habitude de ce style, ce doit être frustrant. Mais cela montre une auto-discipline impressionnante. Et il accepte les conseils de son entourage, de peser le pour et le contre pour maintenir la stabilité, pour éviter les affrontements armés, il écoute les conseils de bon sens. Logiquement, il n' y a donc pas de raisons pour que le second Premier ministre ne réduise pas ses forces. D' autant que la sécurité ne pose pas vraiment de problème.

Du côté du premier Premier ministre, le problème n' est pas non plus la sécurité, c' est plutôt la politique à l' intérieur du Funcinpec.

Il suffirait que l' un des deux commence unilatéralement à baisser de quelques centaines, l' autre aussi le ferait. Ensuite, il pourrait y avoir une certaine "escalade du bon sens", pour que finalement on trouve une occasion de s' asseoir, de discuter, de revenir à un taux très raisonnable de gardes du corps. Ce serait le commencement de la vraie stabilité.

### l' affaire Toen Chhay

La condition, c' est que les affaires internes du Funcinpec soient traitées sans conflit, sans interférences.

Hun Sen est-il à l' origine de la dissidence de Toen Chhay et les autres ? Dès qu' il arrive quelque

## A PROPOS ...

### bientôt le GSP

Les produits cambodgiens à destination des Etats-Unis devraient profiter prochainement des avantages du GSP (système de préférences généralisé), c' est à dire d' une très forte réduction des taxes d' importation américaines. Ces réductions, qui s' appliquent à plusieurs milliers de produits, sont beaucoup plus substantielles que celles qui

correspondent aux "MFN" (droits de la nation la plus favorisée) déjà accordés par les Etats-Unis. Se trouveraient cependant exclus du GSP les produits textiles.

Les investissements au Cambodge vont se trouver favorisés, mais dans la mesure où les autres obstacles (environnement législatif, politique, économique) sont eux aussi surmontés. Les effets seront lents, a reconnu le ministre du Commerce Cham

Prasidh.

### congrès des dissidents

Toen Chhay et les dissidents du Funcinpec ont tenu un congrès comme prévu le 1er juin, à la salle Chaktomuk, sous forte protection armée. Toen Chhay a été élu président du groupe, qui constitue une sorte de Funcinpec-bis. La réaction du Prince Ranariddh, président du Funcinpec, n' est pas jusqu' à présent de proposer le dialogue aux dissi-

dents (voir dans ce n° l' entretien avec Ok Serei Sopheak), mais de les attaquer en justice pour utilisation frauduleuse du nom et du logo Funcinpec.

### Khieu Samphan dans le FUN ?

Tandis que les chefs khmers rouges Pol Pot, Son Sen, Ta Mok seraient sur le point de quitter Anlong Veng, ou déjà réfugiés en Chine, et les 2000 derniers combattants prêts à se rendre, Khieu Samphan estime avoir une

(suite de la page 2)

## OK SEREI SOPHEAK

chose de mauvais, on l' en accuse tout de suite. Comme dans l' affaire du 30 mars (*l'attentat à la grenade qui a fait au moins 17 tués et 120 blessés ndr*) : mais si on soutient un système légal, si on respecte l' indépendance de la machine judiciaire, comment peut-on accuser quelqu' un avant que la procédure judiciaire soit engagée, avant l' enquête poli-

**la préparation des élections**

Une chose très réconfortante est que les deux ministres de l' Intérieur Sar Kheng et You Hockry se rencontrent chaque semaine avec les experts cambodgiens et étrangers. Ils ont donné un bureau tout neuf qui concentre tout ce qui concerne les élections, débloqué 120 000 dollars pour des équipements permettant de préparer les listes électorales, nommé un petit comité pour revoir (en attendant que l' Assemblée reprenne ses travaux) les textes de loi sur les partis politiques, les élections de Phum et les élections législatives, et ils réfléchissent sur les modalités et décrets-lois que les deux premiers ministres auront à signer pour que la machine électorale puisse fonctionner.

Les réunions au PNUD sont régulières. Un chapitre "élections" est prévu dans le budget 1998. Cette préparation suit un rythme très satisfaisant, et de façon tout à fait indépendante des secousses politiques.

Le calendrier pour l' instant est maintenu : élections communales vers la fin de cette année. Mais c' est flexible et ne dépend que des négociations entre les partis (des élections anticipées sont toutefois exclues car il faut de 6 à 8 mois de préparation technique. La liste électorale est le gros morceau).

Et si le Funcinpec souhaite que les élections aient lieu en mai ou juin 1998 : aucun problème.

Pour que ces élections aient lieu, il faut que le Funcinpec règle ses problèmes internes, que l' Assemblée fonctionne, que les projets de loi sortent du Conseil des Ministres. Ce dernier point ne donne pas d' inquiétude parce que les problèmes (double nationalité ...) ont déjà été éliminés.

Autrement dit, les seuls problèmes ne peuvent venir que de la situation politique. Le calendrier dépend en fin de compte des politiques.

On étudie une solution alternative que les élections aient lieu après la signature des deux Premiers ministres, le vote de l' Assemblée tervenant après coup.

cière ? (*Sam Rainsy accuse nettement Hun Sen d' être derrière l' attentat du 30 mars, et l' assigne en justice en France, estimant que la justice au Cambodge est aux ordres du PPC ndr*).

Toen Chhay, comme d' autres aussi, est quelqu' un qui a fait la guerre. Il est extrêmement fidèle, loyal au Roi. L' impression que certains ont donné de Toen Chhay, qu' il suffit de lui donner ceci ou cela pour lui faire faire ce qu' on veut ... ce n' est pas aussi facile ! C' est un vrai caractère ! On ferait mieux de faire une auto-critique et se demander : comment en est-on arrivé là ?

**malaise au Funcinpec**

Ce que Toen Chhay a dit au sujet du prince, il n' est pas le seul à l' avoir dit. Il y a de nombreux témoins, et cela a duré pendant quatre ans. Dans un régime supposé être démocratique, dans une ambiance où la liberté d' expression est assurée, et où les gens l' exercent. Et puis les membres du Funcinpec ont eu le sentiment que le prince n' était plus accessible, que beaucoup de choses dans les intérêts du Funcinpec étaient sacrifiées à tort et à travers. Il s' est donc développé un sentiment de malaise à l' intérieur du Funcinpec, et de cela il ne faut accuser personne à l' extérieur.

Il faut résoudre ce problème-là. En ce qui me concerne dès juillet 1993 j' ai donné un conseil précis à S.E. Sar Kheng. Une fois engagé dans la démocratie, on ne peut pas éviter les élections, c' est à dire de s' en remettre, à échéances, à la sanction du peuple. Tout effort pour se détourner de ces échéances ne sera jamais légitimé. Il faut donc tout faire et tout préparer en vue des élections. Le gouvernement issu des élections de 1993 doit

être préservé. La coalition entre le Funcinpec et le PPC ne peut pas être remise en cause. Tout effort pour la détruire est un effort pour détruire la démocratie, avec toutes les conséquences ...

Pour moi il est clair que le PPC ne peut pas gouverner sans le Funcinpec ... et réciproquement. Les actions de S.E. Sar Kheng vont dans ce sens-là.

**Funcinpec****auto-critique et réconciliation**

Si je niais qu' il y ait des signes d' interférences dans les affaires du Funcinpec, je serais un idiot total. Il y en a, et j' ai conseillé à S.E. Sar Kheng de faire en sorte que les différentes factions du Funcinpec aient les conditions pour régler eux-mêmes leurs problèmes, sans que les autres s' en mêlent. Maintenant, après le Congrès du 1er juin, il semble impossible que le Prince et M. Toen Chhay évitent de se voir.

Le problème maintenant n' est plus tellement que Hun Sen et Samdech Krom Preah se rencontrent, mais que Toen Chhay et Samdech Krom Preah puissent s' asseoir et se parler et refaire un Funcinpec qui tiendra compte des tendances, des courants de pensée, des forces internes.

Il faudrait que la distribution des tâches et des responsabilités soit assurée, que la structure soit remaniée de façon que les différents courants de pensée aient un créneau pour s' exprimer, et que la répartition des postes dans les institutions, au gouvernement, à l' Assemblée nationale, dans le système judiciaire, dans l' administration territoriale, soit équilibrée.

Tout cela avec reconnaissance officielle du prince Ranariddh comme chef du gouvernement pour le Funcinpec et chef du parti. Mais avec M. Toen Chhay,

qui arriverait très bien à le seconder et se consacrer à remanier le parti.

Une hypothèse : que les deux rôles, celui de premier Premier ministre et celui de chef du Funcinpec soient séparés. Ce n' est guère acceptable par le Prince. Il faut le comprendre. Au Cambodge, qu' on le veuille ou non, la force du gouvernement vient des partis. La solution la plus réaliste est que le Prince continue à être à la fois premier Premier ministre et chef du Funcinpec.

Il y a d' ailleurs trop de partis, c' est pourquoi S.E. Sar Kheng l' a déjà dit plusieurs fois : "*Plus d' Etat, moins de partis !*"

Si le gouvernement était plus fort, les partis n' auraient pas besoin d' armes.

Pour moi une réconciliation est la seule façon d' en finir avec les problèmes internes du Funcinpec. Ce serait déraisonnable de la part de Toen Chhay de ne pas accepter, et encore plus déraisonnable de la part du premier Premier ministre d' expulser les dissidents. La condition sine qua non évidemment est que soient créées occasions où les gens peuvent discuter.

Si je me permets de parler du Funcinpec c' est que je me place dans l' intérêt de la nation et non dans un esprit partisan.

**tout est dans les mains du Prince**

Après une consultation générale, en tenant compte des réalités nouvelles au sein du Funcinpec, il doit être possible, à partir de là, de fédérer tout cela, possible de diriger le Funcinpec. Rien n' est trop tard.

Si le Prince accepte de parler avec Toen Chhay, de résoudre les problèmes, de dire "*ne parlons plus d' expulsion mais de refaire notre famille*", là il détient la clé de la renaissance du Funcinpec. Et la coalition, et tout le pays, en profiteront.

C' est de cette façon que le

(suite page 8)

**A PROPOS ...**

chance en politique. Le FUN de son côté accueillerait volontiers un parti politique créé par Khieu Samphan, déclarait le 19 mai le prince Ranariddh. Est-ce une bonne inspiration ?

Chef de l' *Etat du Kampuchea démocratique* d' avril 1976 à janvier 1979, Premier ministre du gouvernement du *Kampuchea démocratique en exil* de 1979 à 1982, vice-Président du GCKD

pendant 9 ans, membre du CNS, Khieu Samphan a été avec Pol Pot et Ieng Sary l' un des plus hauts responsables des khmers rouges. Avec Pol Pot, Ta Mok, Son Sen ... il est resté l' un des irréductibles d' Anlong Veng. Il est tout particulièrement hostile à Hun Sen. "*Il veut sa peau*" nous dit un observateur cambodgien. Clivage principal : pour et contre le Vietnam.

La création d' un "*parti de la solidarité khmère*" par Khieu

Samphan serait légale, mais aurait-il des adhérents ? Serait-il un bon apport pour le FUN ? Revenant à Phnom Penh en novembre 1991, Khieu Samphan s' est presque fait tuer par la population. Le 7 juillet 1994 l' Assemblée nationale, à l' unanimité, déclarait les khmers rouges hors la loi.

Pour le PPC, il s' agit de la part de Ranariddh d' une grosse faute politique : "*le FUN va couler si*

(suite page 4)

## au rythme où on coupe les arbres, il

**La forêt cambodgienne s' en va. A la veille de la réunion des bailleurs de fonds, deux études dénoncent une fois de plus la dévastation. Elle s' accélère. Selon certains calculs, dans 21 ans, il n' y aura plus de forêt. Et avec l' érosion que la déforestation provoque, c' est l' existence même du Tonle Sap qui est menacée. Un chapitre noir du Cambodge d' aujourd' hui.**



La déforestation va grand train. On ne compte plus les interdictions prononcées en haut lieu contre les exportations de bois, depuis celle du 31 décembre 1992. On sait d' expérience qu' elles ne sont suivies d' aucun effet. Pourquoi ?

- parce que le bois fait vivre une multitude de petites gens, dans les régions frontalières, coupes, scieries, transports, ...
- Il faut rappeler aussi que la population consomme de grandes quantités de bois de feu, de façon évidemment légale;
- parce que dans leurs zones, justement de forêts denses, frontalières, et incontrôlables sauf par eux, les khmers rouges ont vendu systématiquement les ressources forestières aux Thaïlandais, qui les ont exploitées avec de grands moyens; les récents événements politiques ont modifié les circuits financiers mais les coupes continuent;
- parce que l' armée se sert en grand, là aussi avec des moyens importants;
- parce que les deux Premiers ministres sont eux-mêmes complices de l' exploitation de la forêt cambodgienne; ils en ont concédé soit officiellement soit clandestin-

nement d' énormes surfaces à des sociétés étrangères qui agissent souvent sans contrôle;

- On peut penser qu' une bonne partie de ces ressources occultes va dans les caisses des partis, le phénomène est connu. Mais les deux premiers ministres doivent aussi aider les proches et les amis, assurer la fidélité, c' est à dire la subsistance quotidienne, de beaucoup de partisans auxquels on n' a pas pu donner de poste important, de "ralliés", de rebelles potentiels qui pourraient passer à l' adversaire. Tout cela coûte cher. Et rappelle les "pensions" que les rois de France, Louis XIV en particulier, distribuaient pour maintenir leur autorité.
- parce que les grands exploitants ont beaucoup plus de moyens (financiers, techniques et même d' armement), pour travailler en grand, que les gens, douaniers, militaires ... qui devraient les contrôler. Ces grands exploitants peuvent se payer des douaniers, des militaires, des autorités locales, et même ... des Premiers ministres ! (c' est l' accusation que vient de lancer *Global Witness*). Les opérations sont d' un gros rapport, les risques sont

quasi nuls ...

- parce que même s' il existait la volonté politique d' empêcher l' exploitation abusive de la forêt, ce serait très difficile : il y faudrait des effectifs importants, de gros moyens d' intervention ... Les frontières sont très poreuses, les pays voisins viennent se servir au Cambodge. Tout cela est incontrôlable.
- parce qu' enfin l' exploitation "frénétique" de la forêt procure des ressources à des gens qui n' en ont pas (militaires, douaniers ...) qui se mettent au service de "gros bonnets" de la finance, de la politique, de l' administration, de l' armée, de l' import-export ...

*"Si les forestiers, les contrôleurs des forêts étaient mieux payés, s' ils avaient des moyens d' intervention, il n' y aurait plus de problème", nous dit un expert étranger. "Ils sont très conscients du problème et ne demanderaient qu' à mettre de l' ordre".*

### sirènes d' alarme

Le pillage, la dévastation de la forêt cambodgienne ont été bien des fois décrits et dénoncés, notamment par *Global Witness* de Londres. Une étude conjointe Banque Mondiale/ FAO/ PNUD a été réalisée en novembre 1995 et publiée en février 1996. Tout récemment viennent de paraître deux nouvelles études, deux nouveaux cris d'alarme : un nouveau rapport de *Global Witness*, et une étude de Roger Mottet, ingénieur en génie rural, publiée par l' ITC (*"Lutte contre l' érosion et préservation des sols"*) qui comporte une importante annexe : *"Les problèmes d' érosion posés par la déforestation au Cambodge"*. Au total, les travaux portent sur trois centres d' intérêt :

- quel volume de bois a été réellement coupé, et qu' en est-il

aujourd' hui ?

- à qui la faute ?
- quelles conséquences ?

Ces études et rapports ne disent pas exactement la même chose, le désastre est plus ou moins avancé selon les experts. Mais ils sont en tous cas d' accord pour déclencher les sirènes d' alarme.

### travail sur les chiffres

Quel est le cubage des arbres abattus chaque année ? Le chiffre avancé par les experts Banque Mondiale/FAO/PNUD est 1 500 000 m<sup>3</sup>. B. Magrath, responsable de cette estimation, admet qu' il s' agit d' une approximation. Mais le chiffre est admis comme vraisemblable par *Global Witness*. Selon Roger Mottet au contraire, Ce chiffre sous-estime de beaucoup la réalité. D' une part les cubages officiellement vendus sont systématiquement sous-évalués de 40 % par la Direction des Forêts du ministère de l' Agriculture, "ce qui signifie que l' on peut ajouter 150 % aux chiffres officiels sans risque de se tromper. De plus ces chiffres ne tiennent pas compte de l' abattage opéré illégalement sous le couvert de l' armée (...), ni des opérations menées dans les zones khmers rouges".

D' autre part le rapport Banque Mondiale/ FAO/ PNUD "sous-estime l' importance des coupes et se réfère à des données obsolètes", parce que "le personnel de ces agences officielles, grassement payé, cherche à complaire aux autorités nationales des pays en difficulté pour se maintenir en fonction (...)".

L' argument ci-dessus n' est peut-être pas décisif, et "l' effet complaisance" qu' il dénonce n' est pas chiffrable. On retient en tous cas que R. Mottet n' a aucune confiance dans les chiffres officiels, d' où qu' ils

### A PROPOS ...

*Khieu Samphan y est admis, sa réputation sera ruinée*, a commenté Om Yentieng, conseiller de Hun Sen.

#### Vietnam : tourisme gonflé ...

Les chiffres officiels, 1 600 000 visiteurs étrangers au Vietnam en 1996 (dont environ 20 % de "Viet Kieu"), soit 8 fois plus qu' en 1990, seraient très "gonflés", estime une étude publiée par

*"Reflets d' Asie"* (Paris). Le tourisme au Vietnam serait en réalité "en crise" : trop d' hôtels construits (et on continue à en construire), de sorte que les taux d' occupation sont en forte baisse.

#### ... investissements en baisse

Les agréments d' investissements au Vietnam pour les 5 premiers mois de l' année ont été avec 1, 3 milliard de dollars, de 19 % inférieurs, en valeur, à

ceux des 5 premiers mois de 1996. Cause : la réglementation.

#### l' aide japonaise en question

L' aide globale du Japon aux pays en développement, la plus importante du monde avec 10 milliards de dollars par an, est menacée par les nécessaires économies budgétaires. Autres raisons : il y a beaucoup de confusion et de gaspillage dans les administrations concernées, et peu de "retours" en termes

politiques comme en termes économiques.

L' ODA, *Official Development Assistance* qui bénéficie pour plus de la moitié à l' Asie, et notamment à la Chine (1,4 milliard de dollars en 1995), à la Thaïlande, aux Philippines, à la Birmanie, ... pourrait être nettement diminuée, et mieux orientée vers les secteurs les plus utiles aux pays aidés (d' après *Far Eastern Economic Review*).

# n' y aura plus ni forêts ni Tonle Sap

viennent.

En tous cas, un bref historique n'est pas sans intérêt

Selon lui, l'ampleur des dégâts est entre 2 et 3 fois supérieure aux chiffres admis. Après estimations, projections, calculs, l'étude de Roger Mottet conclut que :

• "Si l'on tient compte de la sous-estimation systématique des autorités, on arrive au chiffre effarant de **3 750 000 m<sup>3</sup>/an**". Encore faut-il ajouter pour le cubage coupé "environ 100 %, du fait d'une exploitation totalement irrationnelle : la forêt est saccagée aux alentours des gros cubes tombés pour ouvrir le passage aux débardeurs et autres machines".

"Le chiffre est effarant en effet. Mais il est peu crédible, nous dit un autre ingénieur en génie rural. "C'est d'abord une question de bon sens. 1 500 000 m<sup>3</sup> par an, cela fait déjà 60 000 camions chargés de 25 tonnes. Soit, 200 par jour. Et il faut compter six mois par an pendant lesquels on ne coupe pas. Ce chiffre apparaît comme un grand maximum. Même en tenant compte des coupes des khmers rouges et de celles de l'armée.

Quant aux coupes de "bois de feu" le chiffre donné par R. Mottet, 3 millions de m<sup>3</sup>/an est "beaucoup trop fort", estime notre

interlocuteur.

Cela représenterait 14 m<sup>3</sup> par famille, c'est beau-coup trop.

Quant aux chiffres obtenus par additions : en 20 ans, de 1973 à 1993, 5 millions de m<sup>3</sup> de grumes, et 24 millions de m<sup>3</sup> de bois de feu, soit un total de presque 30 millions de m<sup>3</sup> extraits de la forêt, ils sont "délirants".

"Il est vrai que des photos satellite, réalisées en longues séries, permettraient des estimations plus exactes. On n'a pas fait d'inventaire forestier fiable depuis 1960. Mais un inventaire par photos-satellite coûterait entre 4 et 5 millions de

autres part que le Cambodge est la dernière réserve importante de bois dans cette région du monde, avec le Myanmar et Bornéo, on comprend que s'exercent de fortes pressions. Il y a dans l'exploitation de la forêt cambodgienne, mille complicités.

Un sujet d'étonnement : les responsables et les coupables sont très souvent dénoncés, notamment par l'ancien ministre de l'Economie et des Finances Sam Rainsy, s'appuyant sur les travaux, que personne ne conteste, de *Global Witness*. Et pourtant rien n'y fait.

*Sary au GRC, les soldats de l'Armée Royale contrôlent tous les points de passage de la frontière thaïlandaise au sud d'Aranya Prathet*".

Pourtant encore, le 22 mai 1997, *Global Witness* montrait lors d'une conférence de Presse que les deux Premiers ministres avaient fait pression sur le ministre de l'Agriculture pour qu'il maintienne en activité une scierie suspectée de traiter des bois illégalement coupés, et le représentant de l'organisme britannique ne craignait pas d'affirmer : "il est évident que les deux Premiers ministres et l'armée cambodgienne agissent pour le compte de diverses compagnies forestières qui dirigent le pays comme s'il s'agissait de leur propre business".

Ni le représentant de *Global Witness*, ni le *Cambodia Daily* (23-25/5) qui rapporte ces accusations pourtant très directes ne reçoivent de démenti, de réfutation, de sanction. Comme si tout cela était en somme sans grande importance.

Cependant, si l'on peut négliger les avis de *Global Witness*, il est imprudent de rester sourd au FMI.

## conséquences financières

C'est le "manque à gagner" pour le gouvernement qui irrite avant tout le FMI.

Selon le rapport Banque Mondiale/FAO/PNUD février 1996), "la poursuite de la politique actuelle dans le secteur forestier correspond pour le gouvernement, à des revenus annuels de l'ordre de 45,5 millions de dollars, pendant les 30 ans à venir, avec une valeur cumulative de 350 millions de dollars. •

"Si l'on applique la politique actuellement proposée, ces chiffres vont plus que doubler, passant à 74,1 et 588,4 millions de dollars. Et pourtant il ne s'agit encore que de récupérer que 40 % dans le premier cas, et 66 % dans le second, des revenus possibles du secteur".

Pour ce qui concerne les répartitions occultes des revenus de la forêt, les chiffres cités ci-dessus peuvent être contestés. On fait observer que les frais d'exploitation sont élevés, avec de très gros engins, très chers, qui

(suite page 6)

- **420 000 ha de forêts disparaissent chaque année**
- **61 millions de m<sup>3</sup> détruits en 8 ans**
- **soit 22 % de la surface totale**
- **restent 8,8 millions d'ha de forêts**
- **à ce rythme la forêt dense sera totalement anéantie dans 21 ans**

dollars. Des négociations sont en cours avec la banque asiatique de développement".

## à qui la faute ?

1 500 000 m<sup>3</sup>/an, cela représente en gros 300 millions de dollars. Si l'on considère d'

Qu'il s'agisse des grandes sociétés exploitantes, ou des autorités officielles jusqu'au plus haut niveau, les dénonciations, les accusations précises même, n'ont aucun effet.

Pourtant, "D'après un administrateur de la compagnie Khukon Aroonsawat, cité par *Global Witness*, la coopération entre le GRC, les khmers rouges et le gouvernement thaïlandais fournit, pour chaque mètre cube de bois sorti des zones khmers rouges, 200 US\$, dont 95 vont aux khmers rouges, 30 aux officiels thaïlandais, 30 au GRC, 20 au premier Premier ministre, 20 au second Premier ministre, et 5 aux agents des douanes frontaliers" (rapport Roger Mottet, note p. 71).

Pourtant, la presse a mis en évidence que ce sont les deux premiers ministres qui ont accordé en janvier et février 1996 des concessions secrètes à 18 compagnies thaïlandaises pour un volume de 1,1 million de m<sup>3</sup>, et en mai, deux autres concessions, en contradiction totale avec les embargos officiels.

Pourtant le rapport de *Global Witness* de décembre 1996 "signale que depuis le ralliement de la faction leng

total sur les grumes et le bois de scierie à partir de mai 1995, les contrats secrets signés en janvier et février 1996, et de nouveau en mai 1996, "suite à quoi le FMI gelait puis annulait le versement de 20 millions de dollars, partie d'un prêt de 120 millions de dollars (...)"

Après cette sanction, le GRC décrète un nouvel embargo sur les exportations de bois, brut ou non, à partir du 31 décembre 1996. Cependant "des experts étrangers de passage à Koh Kong, Battambang et Rattanakiri témoignent de ce que, en janvier et février 1997 le carnage frénétique de la forêt continuait à battre son plein".

Un ingénieur en génie rural estime au contraire que l'état d'esprit des milieux officiels a changé depuis le début de l'année, avec une réelle volonté de changer le cours des choses. Le dernier rapport de la Banque Mondiale en porterait témoignage

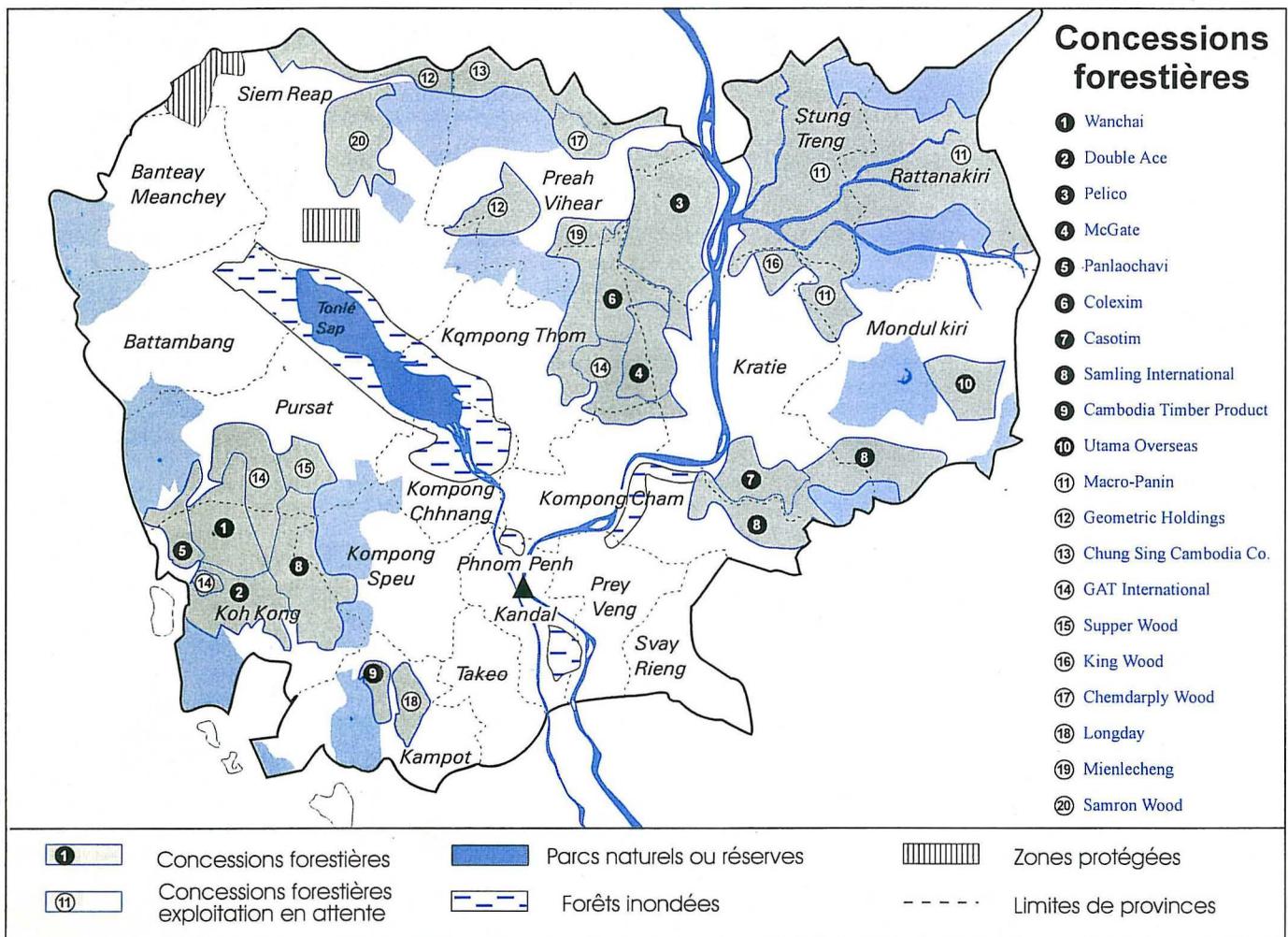
## tout va plus mal ? Ou mieux ?

Les abus ont commencé en 1991, rappelle R. Mottet. Jusque là les coupes étaient restées limitées à 350 000 m<sup>3</sup>/an depuis l'époque du Protectorat, "ce qui, ajouté à la coupe annuelle de 1,8 million de m<sup>3</sup> de bois de feu, correspondait à la croissance naturelle des forêts".

Avec les Accords de Paris, les compagnies intéressées affluent, les coupes passent à 600 000 m<sup>3</sup>. L'ONU, l'APRONUC, le CNS "décrètent un moratoire sur les exportations de bois", qui n'est pas appliqué. En 1992 la coupe officielle est passée à 900 000 m<sup>3</sup>.

Après les élections de 1993, le moratoire est levé, et le mouvement s'accélère. La production passe officiellement à 1 500 000 m<sup>3</sup>.

Suivent divers épisodes, comme l'éviction du ministre des Finances en 1994, le contrôle du bois donné à l'armée, l'embargo



Extrait du Rapport Banque Mondiale/ PNUD/ FAO publié en février 1996, cette carte correspond à la situation lors de l'enquête : novembre 1995. Elle est aujourd'hui partiellement dépassée s'agissant des surfaces concédées aux Compagnies exploitantes. Selon cette carte, il y a officiellement 6 464 021 ha donnée en concession à des compagnies, c'est à dire 60 % des forêts cambodgiennes.

(suite de la page 5)

s'usent et cassent beaucoup, consomment beaucoup de carburant, et qu'une grume rendue sur un bateau revient à 260 à 350 dollars par m<sup>3</sup>. Environ 1000 dollars la grume. De sorte que les 200 dollars par m<sup>3</sup> que se partageraient divers prédateurs, selon le témoignage verbal cité seraient très exagérés.

Toujours est-il que le FMI, ayant pour mission de veiller à la bonne gestion des finances du Cambodge, a fini par froncer les sourcils.

En mars 1996, il "suspendait" un prêt de 20 millions de dollars, partie d'un prêt (ou plutôt de "droits de tirage" à des conditions proches du don) de 120 millions sur les 3 années 1995-96-97, destiné à payer les importations en devises, le "gelait" en juillet, et confirmait la mesure en novembre (CN n° 60). Il rappelait d'ailleurs à cette occasion qu'il ne s'agissait pas d'une punition, mais de l'effet normal du "non-respect d'un

contrat signé au plus haut niveau".

Les deux prêts de 20 millions de dollars prévus pour 1997 sont également suspendus.

Rappelons encore qu'en novembre 1996 ces mesures recevaient le plein soutien de 4 membres de l'Assemblée nationale : Son Soubert, vice-Président de l'Assemblée, Son Chhay, Kem Sokha, Pol Ham. Leur déclaration cible très expressément les responsables : "Au nom du peuple cambodgien que nous représentons, nous voulons exprimer notre gratitude au Fonds Monétaire International pour l'attention qu'il porte à la déforestation sans précédent du Cambodge. (...) Nous sommes très sceptiques sur les "mesures" et les "décisions" prises récemment par le GRC (...) la déclaration du 29 octobre et les affirmations du ministre de l'Agriculture n'ont été faites que pour tromper l'opinion nationale et internationale, en éludant le fait

que les plus hauts responsables sont derrière la déforestation en cours, comme il est prouvé par les innombrables contrats secrets et illégaux sur la coupe et l'exportation de troncs qu'ils ont signés. (...) L'armée gère un véritable budget parallèle (...). C'est pourquoi, en qualité de membres élus du parlement, nous encourageons le FMI à prendre toutes les mesures nécessaires pour faire pression sur le Gouvernement Royal du Cambodge (...). (CN n° 61 : "Coups de semonce"). Comment expliquer que des dénonciations aussi fermes, des remontrances venues du plus écouté des bailleurs de fonds, le FMI, suivies de mesures d'avertissements sévères et concrètes, restent sans effet sur les responsables ?

La réponse pourrait être toute simple : "en attendant des sanctions véritables, qu'il s'agit de retarder au maximum, chaque jour qui passe rapporte de l'argent".

Si l'état d'esprit est vraiment celui-là, c'est à dire celui de larrons en foire fuyant le gendarme, le FMI ne peut pas l'apprécier. Et justement, coïncidence, avec les premières mesures de sévérité concrètes prises par le FMI, on constate une certaine apparition de la vertu gestionnaire.

"Depuis le début de 1997 on constate un véritable réveil du sens des responsabilités", dit notre interlocuteur. "Par rapport à la période précédente, c'est le jour et la nuit. Il y a au ministère de l'Agriculture des réunions où les problèmes sont franchement abordés et traités. Maintenant Global Witness travaille en étroite collaboration avec les responsables du département des Forêts. Ses experts ont accès à des endroits où les agents du ministère ne peuvent pas aller. Et de leur côté les contrôleurs des Forêts dénoncent de mieux en mieux les abus, repèrent de mieux en mieux les fautifs, qu'il s'agisse de cadres

# plus de forêts, plus de Tonle Sap ?

de l'armée, d'autorités territoriales, de sociétés. Ils prennent d'ailleurs des risques. Un contrôleur a été tué à Kompong Thom il y a un mois. Il ne fait aucun doute, dit notre interlocuteur, que s'ils étaient mieux payés, mieux armés, tout irait bien. Il rappelle que même en France les gardes forestiers sont armés.

Bref des dossiers se remplissent. Des noms sortent. Les grands responsables sont de mieux en mieux cernés. L'anarchie diminue, et la Banque Mondiale, dans son rapport du 16 mai 1997 reconnaît que "l'évolution est significative". Sans se contenter évidemment de ces premiers résultats.

Reste que l'autorité suprême en la matière est le FMI. De son attitude, tout dépend. Il n'est pas sans précédent que tous les bailleurs de fonds, internationaux et bi-latéraux, sur la demande du FMI, stoppent en même temps leur aide. Un tel ultimatum ne sera sans doute pas nécessaire au Cambodge.

## conséquences écologiques

Elles sont beaucoup moins souvent, et moins précisément dénoncées que les conséquences financières. C'est ici l'apport principal du rapport de R. Mottet, qui parle de "désastre en cours". Ses principaux paramètres :

- "le total du cubage dû à la déforestation récente (les 8 ans 1989-1996) est de 61,5 millions de m<sup>3</sup>."
- "Cela équivaut à 22 % de la superficie totale".
- "Si l'on s'en tient au taux d'exploitation actuelle, qu'aucune volonté politique du GRC ne semble vouloir freiner, on a au total une coupe annuelle de 420 000 ha."

## la protection du Tonle Sap

"Nous avons l'objectif de faire classer avant la fin de 1997 le Tonle Sap au nombre des "réserves de la biosphère" reconnues par l'UNESCO, nous disait récemment Madame C. Alfsen Norodom, chargée du dossier à l'UNESCO de Phnom Penh. Ainsi se trouveraient protégés le paysage, l'écosystème, et les espèces que contient cette région. Il existe déjà 500 zones ainsi reconnues dans le monde.

• "A ce taux et avec ces méthodes d'exploitation, la forêt dense sera totalement anéantie dans 21 ans, vers l'année 2018."

## érosion massive

Conséquence immédiate de la déforestation : il y a accentuation massive de l'érosion, c'est à dire de l'arrachage des sols emportés par un ruissellement démesuré (les inondations).

R. Mottet explique les divers phénomènes :

- l'"évapotranspiration" renvoie dans l'atmosphère environ 69 % du total des précipitations. Elle diminue proportionnellement à la diminution du couvert feuillu;
- destruction de la couche humique par "battance", ce qui empêche la reconstitution naturelle de la forêt; la forêt devient maquis : "Pour extraire 25 m<sup>3</sup> de bois de feu, on crée un ha de maquis".
- diminution de l'infiltration, causant un ruissellement intense qui emporte la terre, émietée par battance, vers les basses terres.

Le résultat est mesurable : **plus de 90 tonnes de terre arrachée par ha et par an.**

Ce dernier chiffre, à la différence de ceux qui concernent le rythme de la déforestation, n'est pas contesté par notre expert.

## inondations

Deux conséquences de première importance :

- les inondations des plaines au pied des montagnes, augmentent;
  - et l'"ensiltation" (le comblement) du Tonle Sap s'accélère.
- Inondations : celles de septembre-octobre de 1995 et 1996 "ont eu une ampleur jamais atteinte de mémoire de Khmer

La différence principale avec les "parcs naturels" est que les réserves de la biosphère permettent l'activité économique. L'intérêt d'un tel classement dans l'"héritage mondial" est que la zone, outre une reconnaissance internationale, bénéficie d'une assistance technique, d'une aide à la formation, et d'une assistance d'urgence au cas où la zone est reconnue "en danger".

Mais il faut créer un cadre institutionnel et réglementaire.

vivant". "Des nappes turbulentes d'épaisseur de plus en plus forte, charriant les terres forestières en suspension, ont tout arraché sur leur passage, les diguettes, les digues, les routes, les maisons et les arbres".

## comblement du Tonle Sap

Tonle Sap : selon le témoignage d'un propriétaire de bac, cité par R. Mottet, "le niveau du fond du lac aurait remonté d'un mètre de 1979 à 1993, passant de 4,5 m à 3,5 mètres".

S'il est vrai que le niveau du lac s'est relevé de 1 mètre en 5 ans **le Tonle Sap sera comblé dans 15 ans.** On objectera que l'argumentation n'est pas très scientifique. Aussi R. Mottet propose deux autres scénarios, appuyés par des calculs élaborés, tendant à déterminer : - "le volume des précipitations sur les zones déforestées du versant du Tonle Sap", avec "calcul du ruissellement additionnel du à la déforestation", - "la surface totale et la surface boisée du bassin versant du Tonle Sap", - "le volume d'eau du Tonle Sap" (sa surface, 15 000 km<sup>2</sup>, triple en période de crues); - "le calcul du temps nécessaire pour combler le lac dans l'hypothèse où l'on arrêterait la déforestation en 1997"; - "et dans l'hypothèse où le taux de déforestation s'est stabilisé en 1993".

Scénario 1) on arrêterait la déforestation en 1997. Autres hypothèses optimistes : -les limons enlevés des montagnes ont laissé 20 % de leur volume sur les plaines entourant le Grand Lac; -le volume du lac n'a pas été affecté par l'ensiltation résultant du déboisement de 1989 à 1994.

Dans ce cas, **le Tonle Sap sera comblé dans 935 ans.** (Mais c'est plutôt un rêve, étant donné les "prémises").

Scénario 2) on suppose que la déforestation s'est stabilisée en 1993.

Dans cette hypothèse, optimiste elle aussi (car la déforestation s'est au contraire accélérée depuis 1993) et les autres paramètres "minimalistes" retenus ci-dessus supposés les mêmes que pour le précédent scénario :

**- la forêt sera complètement détruite en 2019;**

**- le Tonle Sap sera comblé en 2023.**

## calendrier incertain

Une réflexion en passant : on peut s'étonner que pour décrire l'ampleur des dégâts on en soit réduit à évoquer une rumeur ("des inondations comme on n'en avait jamais vu") et pour la profondeur du Tonle Sap un témoignage verbal unique.

N'y aurait-il pas moyen de mesurer régulièrement la profondeur du Tonle Sap ? Est-ce au-dessus des capacités du département des Pêches du ministère de l'Agriculture ? Ou de celles du ministère de l'Environnement ? Même sans matériel sophistiqué, sans experts internationaux, sans "programme" financé par le PNUD, la BAD ou la Banque Mondiale, ne peut-on faire des sondages simples, année après année ?

D'autres observations, qui viennent de notre expert étranger - le rythme de la déforestation retenu par R. Mottet étant très exagéré, le calendrier auquel il aboutit est peu crédible - sans qu'il soit possible de lui opposer des calculs décisifs;

- le phénomène de comblement du Tonle Sap est très ancien : dès 1960 on sonnait l'alarme. On peut même ajouter que le comblement a sans doute commencé il y a 5000 ans. Déjà 70 mètres d'épaisseur ont été comblés. Il n'en est pas moins vrai, reconnaît notre expert, que le Tonle Sap est en danger, et que Roger Mottet a parfaitement raison de souligner les effets très néfastes de la déforestation.

- les recherches montrent d'autre part que la sédimentation apportée par les eaux du Mékong, qui charrie entre 300 et 600 grammes de sédiments par m<sup>3</sup>, remontant dans le Tonle Sap au moment des crues, participe peut-être davantage au comblement du Grand Lac que le ruissellement accéléré sur ses pentes.

Ce qu'il faut donc, selon notre expert, c'est non seulement, en effet, **ralentir ou arrêter la déforestation**, mais **draguer les Quatre Bras** de façon que le limon puisse être évacué vers l'aval.

- une conséquence des coupes de bois, grave elle aussi, et que ne dénonce pas R. Mottet, c'est

(suite page 8)

LIVRES LIVRES LIVRES

**Cambodge, un pays rêvé**

Curieux mélange. Il y a des palmiers à sucre, dans ce livre, des geckos et des crapauds-buffles, des grillons, des oiseaux, des enfants qui jouent, des récits dramatiques, ... et l'on est au bord d'un roman.

Mais aussi des remarques pointues, sur la justice par exemple (l'histoire du juge Ty), sur la corruption ... et l'on est au bord d'un "aperçu critique du Cambodge contemporain".

En tous cas, l'expérience vécue est transmise avec l'émotion, les couleurs, les surprises, les critiques qui en effet font la substance du Cambodge, pour les étrangers qui y vivent.

De bons chapitres sur le grand cirque que fut l'APRONUC et le témoignage vécu des élections. "Le siège de l'ONU aimerait bien comprendre comment les deux milliards et demi de dollars ont été dépensés. Pourquoi par exemple les cabanons préfabriqués livrés par l'Australie ont coûté 25 000 dollars par personne, pourquoi les jeunes volontaires des Nations Unies recrutés pour le recensement électoral sont facturés 4 400 dollars par mois, alors qu'ils sont payés 2 200, prime comprise (...)" Vieilles histoires.

On retrouve aussi l'Ambassadeur de France et ses propos sur la Francophonie (tenus il y a quelques années à Cambodge Nouveau), qui décidément ont frappé les esprits;

Des réflexions : les Occidentaux seraient des "rêveurs de Cambodge" (pas sûr qu'ils adhèrent à cette idée) :

"les Occidentaux, ce n'est pas le pays en tant que tel qu'ils cherchent, c'est une image d'eux-mêmes que le Cambodge leur permet de poursuivre (...) Comme les Cambodgiens sont

extrêmement courtois et ne contredisent jamais directement, ils peuvent continuer longtemps à construire leur univers imaginaire, leur Cambodge à usage particulier (...) Pour tous le Cambodge est un pays rêvé, non un pays de rêve".

Des questions sans réponse : "Comment ce pays brisé où beauté et chaos extrêmes se cotoient peut-il offrir une image aussi harmonieuse ?".

De courts chapitres qui sans appuyer vont à l'essentiel, comme celui qui décrit les émotions d'un médecin étranger en visite dans un hôpital de campagne.

On attend bien sûr notre juriste sur les questions de Droit. Elle fait dire à un personnage :

"Ce ne sont pas les droits de l'Homme qu'il faut essayer de mettre en place en premier, mais des lois, le Droit. (...) Compte tenu de l'absence de normes et du sens de l'intérêt général chez les Cambodgiens, (...) il faut assortir cette création d'une intense campagne d'information ... et de contraintes fortes".

Sur la corruption, c'est une grosse décharge d'artillerie : "La corruption gangrène toutes les relations sociales et renforce le vertigineux clivage écono-mique entre les deux extrêmes de l'échelle sociale.

"Elle devient en soi un système de gouvernement et le Cambodge, vendu par pans entiers, est en train de disparaître".

Madame G. Deboivieux a-t-elle fait progresser le Code Civil, et mené le Cambodge vers l'état de Droit ? En tous cas, elle n'a pas mal occupé ses loisirs pendant les quatre années qu'elle a passées au Cambodge.

"Cambodge 1992-1996, un pays rêvé", par Gilberte Deboivieux, 140 pages, L' Harmattan, 1996.

OK SEREI SOPHEAK

(suite de la page 3)

Prince retrouvera la reconnaissance nationale et internationale, qu'il va rassurer la communauté internationale. Pas en brandissant la menace permanente.

Tout est encore possible ! De cette réconciliation à l'intérieur du Funcinpec dépend la stabilité, la possibilité d'organiser des élections et de sauver ce qui est encore sauvable de l'assistance internationale pour le développement du Cambodge.

Social, économie, sécurité : tout est encore possible, et le rôle primordial est encore dans les mains du premier Premier ministre.

Pourquoi alors montrer du doigt le second Premier ministre ? La clé du problème maintenant est entre les mains du premier Premier ministre. S'il arrive à résoudre ses problèmes, le pays en profit-

era tout de suite. Il a donc une immense responsabilité.

**il faut faire vite**

Il faut bien voir le risque. La communauté des donateurs a un calendrier. Si les dirigeants cambodgiens ne respectent pas le calendrier convenu, s'ils l'ignorent, les pays donateurs iront ailleurs.

Actuellement, c'est un peu comme au poker : puisqu'il va y avoir des élections, on risque une dernière mise ... Ils sont prêts à être tolérants, à tenir compte des réalités cambodgiennes, à accepter les résultats avec plus ou moins de contentement. On est prêt à applaudir les élections.

Mais si les pays donateurs ont le sentiment que le Cambodge se moque des élections, alors là, c'est fichu.

Ce n'est pas encore le cas. mais il faut faire vite.

FORÊTS, TONLE SAP

l'appauvrissement en essences de la forêt exploitée. Ce sont évidemment les quelques essences qui ont le plus de valeur qui sont coupées, et celles-là ne peuvent plus se renouveler de façon naturelle. Phénomène encore aggravé par l'exploitation stupide faite dans certaines zones où on coupe tout, sans respecter aucun quota. Là ne repoussent que broussailles et bambous.

Replanter ? Cela coûterait très cher. Normalement, dans la forêt dense, on ne replante pas, on laisse la forêt se reconstituer, et l'on y revient tous les 30 ans.

**Cet appauvrissement, cette diminution de la qualité de la forêt cambodgienne sont aussi graves que la déforestation**

elle-même.

**conséquences économiques**

Les conséquences de la disparition du Grand Lac seraient évidemment dramatiques pour le Cambodge :

- le poisson, nourriture de base, devrait être acheté ailleurs;
- quantités de métiers, de villages, disparaîtraient, il y aurait migration massive vers la capitale; paupérisation;
- les inondations augmenteraient, empêchant la culture normale du riz;
- la déforestation amène les sécheresses et la désertification (comme on le voit à Haïti par exemple), crée de vastes surfaces inutilisables.

Petites Annonces

tel (855-23) 724672 - 426-046

\*\*\*\*

**Immobilier**

Bureau à louer / Office for rent  
n° 394, Sihanouk street,

350 m<sup>2</sup> par étage

2ème étage : 2000 \$/mois

3ème étage : 1500 \$/mois

Bureau à vendre / Building for sale  
n° 13 - 15, rue 88

dimensions : 20m x 18 m par étage  
six étages

prix demandé : USD 400 000

Pour plus de renseignements,  
contacter svp

Canadia Bank Ltd

n° 263 rue An Duong Phnom Penh.  
M. Bun Khim

A vendre :

**Hôtel 5 niveaux**

surface utilisable : 4 500 m<sup>2</sup> environ  
situation exceptionnelle sur le  
fleuve, près du Palais Royal

Pour tous renseignements  
contacter

tel 018 810 345

Bureaux à louer :

Centre d' Affaires  
149-151 rue 110

Pour tous renseignements contacter  
tel 018 810 345

CAMBODGE NOUVEAU  
le journal des décideurs  
votre meilleur investissement

**Cambodge Nouveau**  
bi-mensuel  
Politique, Economie, Finance

Directeur de la publication Chea Savuth  
Rédacteur-en-chef: Alain Gascuel  
Enquêtes : Suy Sothea  
Mise en page : Pen Mary  
Impression : CIC  
Centre Informatique du Cambodge

58 rue 302 - BP 836 - Phnom-Penh

**CAMBODGE NOUVEAU**  
tel (015) 91 19 67  
est vendu uniquement par abonnement  
exemplaire gratuit sur demande